

<https://www.aefinfo.fr/depeche/705849>

Erwin Canard

6 min read

## A. Oudéa-Castéra, toujours au cœur d'une polémique, assure que la guerre public-privé n'aura pas lieu

Interpellée le 16 janvier 2024, lors des questions au gouvernement, sur la polémique dont elle fait l'objet depuis sa nomination, Amélie Oudéa-Castéra dénonce "l'agressivité" de ces "attaques". Elle fustige "ceux qui rêveraient de raviver une guerre entre l'école publique et l'école privée" et assure que celle-ci "n'existera pas". Par ailleurs, la nouvelle ministre s'est rendue à l'école Littré, l'ancienne école de son fils à Paris, et a présenté ses "excuses" aux enseignants, regrettant de "les avoir blessés". La ministre reçoit, ces jours-ci, les syndicats enseignants.



La ministre estime qu'elle n'aurait pas dû "se laisser entraîner sur le terrain de la vie privée" et "exposer l'école Littré". MaxPPP

Encore une journée marquée par la polémique qui touche Amélie Oudéa-Castéra. La nouvelle ministre de l'Éducation nationale, qui a justifié la scolarisation de ses enfants dans le groupe scolaire privé Stanislas, à Paris, par le "paquet d'heures d'enseignement non remplacées" dans l'école publique Littré, est engluée depuis sa prise de fonction, vendredi 12 janvier 2024, dans une controverse qui fait la une des médias.

Si la justification de la ministre est critiquée et ses remarques sur l'école publique mal perçues, c'est aussi car elle est accusée d'avoir menti, depuis que l'institutrice de son fils à l'école publique Littré a démenti avoir été absente durant les six mois où celui-ci y a été scolarisé. Syndicats et acteurs politiques de gauche ont vivement protesté et, pour certains (à LFI, au PS, au PCF et chez les Écologistes), appelé à sa démission.

"J'ai de l'ambition pour l'école, je veux remettre l'ascenseur social en marche"

Amélie Oudéa-Castéra a été interrogée sur cette polémique dès sa première séance de questions au gouvernement, le 16 janvier 2023. "Madame la ministre de l'enseignement privé, vous ne méritez plus d'être ministre de l'Éducation nationale", l'a ainsi interpellée le député de Paris, Rodrigo Arenas (LFI-Nupes).

"À peine nommée ministre de l'Éducation nationale, j'ai été interpellée sur les choix de scolarisation de mes enfants : j'ai voulu y répondre, je n'aurais pas dû me laisser entraîner sur le terrain de la vie privée", lui répond Amélie Oudéa-Castéra. Elle regrette également d'avoir "exposé l'école Littré : je suis allée à la rencontre des enseignants ce matin pour m'en excuser".

Dénonçant les "attaques" dont elle fait l'objet depuis vendredi, et notamment "l'agressivité de ceux qui rêveraient de raviver une guerre entre l'école publique et l'école privée", elle assure : "cette guerre n'existera pas". La ministre, qui dit s'être "appuyée sur le ressenti et le souvenir d'une expérience d'il y a 15 ans, où notre famille a buté sur des problèmes d'organisation", appelle maintenant à "avancer".

"J'ai de l'ambition pour l'école, je veux soutenir toute la communauté éducative pour remettre l'ascenseur social en marche et faire grandir le mérite et le talent. C'est le sens du 'choc des savoirs' voulu par le Premier ministre", assure-t-elle. C'est aussi, selon la ministre, "le sens des concertations engagées pour le métier de professeur. Nous avons commencé à traiter la problématique du remplacement et nous irons jusqu'au bout, car

c'est un problème que les Français veulent que nous traitions", conclut Amélie Oudéa-Castéra.

## À LITTRÉ, "J'AI PU REVENIR SUR LES EXCUSES QUE JE LEUR DEVAIS" (A. OUDÉA-CASTÉRA)

Par ailleurs, la ministre s'est rendue mardi matin à l'école Littré pour rencontrer et s'expliquer avec la communauté éducative. Dans la suite des déclarations de l'institutrice, des enseignants et parents d'élèves ont contesté les accusations d'absences des enseignants, notamment dans une [lettre](#) à la ministre et publiée par *Libération*.

À son arrivée à l'école, celle-ci a été huée par un rassemblement syndical. Lors de ce déplacement, Amélie Oudéa-Castéra a déclaré s'être excusée auprès de l'équipe de l'école. "J'ai pu revenir sur les excuses que je leur devais, de les avoir blessés, et je leur ai dit regretter de les avoir cités nommément".

La FSU demande "des excuses publiques"

Depuis lundi, la ministre reçoit les organisations syndicales représentatives, dont plusieurs appellent par ailleurs à la grève le 1er février pour les salaires et l'amélioration des conditions de travail ([lire sur AEF info](#)). La FSU est sortie plus tôt que prévu de la réunion. "On a quitté la séance à un moment parce qu'on pense qu'on ne peut plus discuter de manière sereine avec cette ministre. On a dit que l'urgence était vraiment d'attirer dans les professions de l'éducation. La ministre a déroulé tous les mêmes éléments de langage qui ne disent rien de ce qu'on fait sur les conditions de travail, sur les salaires, etc.", a déclaré à la sortie de la réunion le secrétaire général de la FSU Benoît Teste, sur [franceinfo](#).

La FSU a demandé notamment des "excuses publiques" de la part de la ministre. Plusieurs syndicats reçus par Amélie Oudéa-Castéra affirment qu'elle s'est excusée, devant eux, pour ses propos et a regretté d'avoir pu heurter des enseignants. Elle a également rappelé sa feuille de route, qui est celle établie par Emmanuel Macron et Gabriel Attal ([lire sur AEF info](#)) qu'elle "teinte" d'EAC et de sport, selon plusieurs sources. L'ensemble des syndicats ont rappelé la nécessité de créer des postes pour faire face aux difficultés de remplacements des enseignants.

Emmanuel Macron, qui tient une conférence de presse ce mardi soir, devrait être interrogé sur la polémique touchant sa ministre de l'Éducation nationale.

Les noms des secrétaires d'État du gouvernement Attal sont attendus dans les prochains jours. Selon les informations recueillies par AEF info, deux d'entre eux pourraient être nommés sur les dossiers SNU et JOP mais en raison des difficultés de la ministre avec le monde de l'Éducation nationale, l'exécutif pourrait faire d'autres choix d'organisation.

Generated with Reader Mode